

## **Renouveler les significations et l'action des musées avec le patrimoine culturel immatériel**

Michelle L. Stefano

Michelle L. Stefano est titulaire d'un doctorat et spécialiste des traditions populaires à l'*American Folklife Center* de la bibliothèque du congrès à Washington D.C. Elle est notamment l'auteurice de *Practical Considerations for Safeguarding Intangible Cultural Heritage* (Routledge 2022) et a coédité *The Routledge Companion to Intangible Cultural Heritage* (2017), entre autres. Elle est depuis plus de dix ans folkloriste dans le secteur public aux États-Unis.

Dans le contexte de l'élaboration d'une nouvelle définition du musée par le Conseil international des musées (ICOM), je vais ici parler de l'intérêt de donner la priorité, dans le travail des musées, au patrimoine culturel immatériel, afin de refléter les valeurs qui ont animé ce processus de redéfinition et que les professionnels des musées s'efforcent de respecter. En effet, les concepts clés qui ont émergé pendant le procédé rappellent toute l'importance de ce patrimoine immatériel, et de la « culture » en ce qu'elle englobe « le patrimoine, la mémoire et les lieux » (ICOM, 2021) comme centre de l'activité muséale, une position renforcée en 2004 avec la déclaration de Séoul de l'ICOM sur le patrimoine immatériel (ICOM, 2004). Des concepts émergents illustrent combien il est nécessaire de prêter davantage d'attention à la « diversité », l'« inclusivité » et la « participation des communautés », des caractéristiques de ce qui forme une pratique muséale proactive et tournée vers l'extérieur au XXI<sup>e</sup> siècle (ICOM, 2021).

Intimement lié à la culture matérielle et aux lieux, le patrimoine immatériel peut être vu comme l'ensemble des traditions, des pratiques et des expressions culturelles généralement partagées et sauvegardées dans les communautés culturelles et les groupes sociaux, mais aussi comme les connaissances et les souvenirs historiques ou encore les histoires culturelles transmises et conservées par les individus. Ce patrimoine est vivant, et donc contemporain ; ce sont ses gardiens qui le façonnent au moyen des forces économiques, politiques, socioculturelles et écologiques passées et présentes. Donner la priorité au patrimoine vivant offre ainsi des occasions essentielles de repenser les approches muséales de l'engagement des communautés en mettant la déontologie et l'équité au premier plan et en plaçant les gardiens de la culture et des connaissances comme les responsables du patrimoine, grâce à leurs actions de collaboration. Cela permet en retour de renforcer l'inclusivité, la représentation et l'implication des communautés de façon plus durable et significative.

En ces temps indéniablement difficiles, ces idéaux méritent qu'on se batte pour les atteindre. Alors que la pandémie de covid-19 suit son cours, elle fait ressortir encore plus clairement les fractures séculaires causées par les inégalités sociales et économiques mondiales, mais aussi un grand nombre de solutions évidentes. Les richesses et le pouvoir politique, imbriqués depuis longtemps, sont aux mains de quelques rares individus, dont la plupart s'acharnent à piller les ressources et à affaiblir les structures démocratiques à un rythme effréné. Les signaux d'alerte des crises écologiques, toujours plus nombreuses et qui affectent déjà des populations dans le monde entier, ont été largement ignorés, notamment par les entreprises, les industries et les gouvernements, entités qui sont pourtant les plus à même de réagir et de réduire ces risques. Si cette perspective peut sembler bien négative, on ne peut nier qu'il faudra entreprendre des changements radicaux ; la lutte permanente contre ces injustices diverses, mais interconnectées, se déroule également au sein des musées.

Selon le dernier rapport annuel du *Center for the Future of Museums* de l'*American Alliance of Museums*, les « inégalités systémiques de richesses et de pouvoir » devraient continuer à croître pour devenir un problème inévitable pour toutes les sociétés du monde et, par conséquent, pour les musées qui les servent (Merritt, 2021). Les professionnels des musées doivent évaluer la façon dont leurs institutions « profitent de ces inégalités et les perpétuent » et « contribuent aux inégalités structurelles de la société ou les remettent en question » (Merritt, 2021), soit les actions qui affectent le plus les communautés marginalisées et opprimées. Dans leurs pratiques, ils se voient encouragés à trouver de nouvelles façons de « partager/donner/rendre [les ressources et le pouvoir] à celles et ceux qui sont exclus », ce qui implique d'évaluer la manière dont les « collections, les expositions et les recherches des musées reflètent les communautés marginalisées », afin d'enrichir les représentations (Merritt, 2021).

Si elle a fait l'objet de controverses, la proposition de définition du musée soumise par l'ICOM en 2019 faisait clairement ressortir ces points d'inquiétude : « la dignité humaine et [...] la justice sociale, [...] l'égalité mondiale et [le] bien-être planétaire » apparaissaient comme des causes prioritaires pour les musées. Elle affirmait également qu'ils « garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine de tous les peuples » et « travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer et améliorer les compréhensions du monde », des actions présentées comme les pierres angulaires de la pratique muséale du XXI<sup>e</sup> siècle (Adams, 2019).

Si ces points sont de plus en plus prégnants et urgents, ils ne sont pas pour autant nouveaux. Des mouvements se battent depuis des décennies pour des actions engagées politiquement et socialement, aussi bien auprès du monde extérieur (le public et les communautés locales) qu'auprès des musées (décoloniser les structures institutionnelles, les méthodes et les mentalités des professionnels) et ouvrent des canaux de décisions qui étaient jusque-là rouillés par l'usage exclusif qui en était fait. Ces avancées sont le témoin d'une réflexion professionnelle et institutionnelle accrue, et d'un respect de la déontologie et de l'équité plus marqué ; ainsi, les personnes qui, pendant des siècles, se sont vues privées de leur patrimoine, extrait et recontextualisé sans leur consentement ou leur implication, ou dont le patrimoine a tout simplement été négligé, orientent désormais les processus muséologiques.

On peut citer l'exemple de l'Association des musées et galeries australiennes, qui a mis en place un plan sur 10 ans, *First Peoples: A Roadmap for Enhanced Engagement in Museums and Galleries*. Ce plan s'appuie sur une enquête qui a sondé tout le secteur afin d'étudier les activités visant à améliorer la représentation et la participation des personnes autochtones et qui, selon les données, « stagnent » depuis quelques années (Janke, 2018). Pour relancer ces effets, le plan appelle les musées à renforcer leur engagement, aussi bien en matière de temps, de ressources humaines que d'espace, des éléments clés pour fournir davantage d'« expositions conçues par les peuples autochtones », des « programmes publics développés et proposés par les peuples autochtones » et des « projets collaboratifs entre les communautés autochtones, les musées et les galeries », mais aussi à recruter un plus grand nombre de professionnels autochtones, notamment au sein des organes décisionnels (Janke, 2018). Si le patrimoine culturel immatériel aurait pu y recevoir une position plus proéminente, le plan reconnaît toutefois l'importance des systèmes de connaissance autochtones et recommande d'adopter des « programmes de partage des connaissances et des expressions culturelles traditionnelles », notamment entre les plus âgés et les plus jeunes (Janke, 2018). Il suggère en outre de soutenir davantage les cadres et les approches de sauvegarde des communautés autochtones dans les contextes sources, une voie juste qui permettra de façonner un secteur du patrimoine plus éthique,

équitable, et donc décolonisé (Janke, 2018). Ces appels font écho à la vision de la décolonisation de Linda Tuhiwai Smith, qui

« n'implique pas et n'impliquait pas un rejet total de toutes les théories, les recherches ou les connaissances occidentales. Son but est plutôt de recentrer nos préoccupations et nos visions du monde pour mieux comprendre et connaître la théorie selon nos propres points de vue et pour nos objectifs propres » (Smith, 2012).

Je dois ici reconnaître l'existence des musées, des organisations patrimoniales et des centres culturels fondés et dirigés depuis des décennies par des communautés culturelles et des groupes sociaux dans des zones urbaines, périurbaines et rurales à travers le monde. S'ils ne sont pas dénués de leurs propres problèmes, ce sont des lieux dans lesquels l'autodétermination et l'autoreprésentation sont possibles dans les termes définis par les communautés et où les processus patrimoniaux et les décisions sont « décolonisées » dès le départ (Kreps, 2003). J'écris cet article depuis Baltimore, dans le Maryland, et je songe au *Baltimore American Indian Center*, créé par les dirigeants de la communauté Lumbee à la fin des années 1960. Au service des communautés natives américaines de la ville, les activités du centre visent à répondre à leurs besoins sociaux et culturels en sauvegardant les connaissances culturelles et les traditions vivantes et en les transmettant aux plus jeunes membres (Minner, 2017).

En outre, le *National Great Blacks in Wax Museum*, comme il est désormais appelé, a été créé en 1983 par le docteur Elmer et Joanne Martin, et figurait à l'origine dans une devanture de boutique. Ce musée avait pour objectif de soutenir la communauté noire de Baltimore et de responsabiliser les jeunes. Pour cela, il « résist[e] à la pression d'enjoliver l'histoire des Noirs et de ne pas raconter fidèlement sa lutte, sa survie et ses accomplissements » (Cooks, 2018, et Wood, 2009). Une série de dioramas, dont celui représentant le Passage du milieu, qui illustre les détails des horreurs déshumanisantes de l'esclavage, met en valeur les grandes figures afro-américaines pour leurs combats extraordinaires pour la justice et l'égalité et fait ressortir les courants racistes et suprémacistes blancs de l'histoire des États-Unis et du monde, qui traversent les siècles jusqu'à nos jours. Les visiteurs sont prévenus : l'exposition sur le lynchage, composée de « scènes douloureuses et potentiellement dérangeantes », retrace un passé pas si lointain, qui se termine avec le lynchage de James Byrd Junior en 1998, au Texas (Martin et Martin, non daté). Le diorama reprenant le lynchage incroyablement brutal de Hays et Mary Turnor (et de leur enfant à naître) en 1918, en Géorgie, est surmonté d'un panneau :

Le message envoyé par cette exposition sur le lynchage est que, pour la plupart des personnes racisées, le lynchage qu'elles combattaient est une faute face aux prétentions de l'Amérique, qui s'affiche comme une nation judéo-chrétienne, démocratique et civilisée. Ces communautés se sont lancées dans une guerre sainte contre le lynchage lors de marches, de protestations, mais aussi à travers la littérature, l'art et l'unité organisationnelle, des prêches, des conférences, en politique et via des dons à la cause, et même des cas d'autodéfense individuelle organisée. Identifiez-vous aux victimes et aux martyrs ; ne les oubliez pas. Pour autant, ne vous laissez pas envahir par l'amertume ou la tristesse. Indignez-vous de l'oppression que les personnes noires et les autres peuples opprimés vivent encore aujourd'hui et mettez-vous en position de résister, comme vos ancêtres l'ont fait à l'époque où le lynchage était encore un passe-temps aussi populaire que le baseball ou le cirque (Martin et Martin, non daté).

Les activités patrimoniales menées par les communautés ont encore beaucoup à apprendre, surtout en ce qui concerne le patrimoine vivant et les leçons qu'il peut nous enseigner pour la société d'aujourd'hui. Les experts, pour répondre à leurs projets et aux problèmes actuels les plus urgents, mettent l'accent sur ces approches « maison » d'utilisation du patrimoine dans la création de sens, l'activisme et le changement.

### **Se focaliser sur le patrimoine culturel immatériel**

Comme nous l'avons dit, la « diversité », l'« inclusivité » et la « participation des communautés » sont des concepts sous-jacents à la formulation d'une nouvelle définition du musée, qui reflètent indubitablement des inquiétudes quant à notre avenir commun et au rôle que les musées peuvent jouer pour l'améliorer. Ces notions sont aussi entremêlées : un engagement à favoriser la participation des communautés dans les activités des musées est en soi une pratique inclusive qui permet de représenter une plus grande diversité de personnes, aussi bien en ce qui concerne la race, l'ethnicité, le genre et la sexualité, la classe sociale, la religion, la répartition géographique et leurs intersections, ainsi que leur patrimoine et leurs points de vue. Si l'on prend ces concepts au sérieux et qu'on les débarrasse de tout manque de précision, on se rend compte qu'ils incitent à prendre des mesures concrètes, notamment pour éliminer les inégalités profondément installées qui affectent les communautés des musées à l'échelle mondiale, comme les définitions et plans susmentionnés le laissent entendre.

Pour cela, les institutions bénéficiant de larges ressources pourraient accroître l'aide qu'elles fournissent aux organisations patrimoniales et aux programmes menés par les communautés afin d'encourager les voix des personnes dont le patrimoine est toujours ignoré, ou même détruit, à s'élever. Ce soutien peut être d'ordre financier ou impliquer d'autres ressources : ressources humaines, aide technologique, prêt de lieux, aide pour relier les organisations des communautés sources au grand public ou pour sensibiliser celui-ci quant à leur existence et à leurs objectifs. D'un point de vue structurel, il peut prendre la forme de partenariats et de collaborations. Comme nous l'avons dit, se concentrer sur le patrimoine culturel immatériel donne de multiples occasions de se saisir de ces possibilités.

Le patrimoine culturel immatériel est incarné par des personnes, les experts et les propriétaires ; en lui donnant la priorité dans les institutions patrimoniales et les programmes, l'on comprend combien ces personnes doivent être mises au cœur de tous les processus afférents. Car ne pas mettre les communautés concernées par le patrimoine culturel immatériel au cœur des processus, ou pire, ne pas les impliquer serait au combien contraire à la déontologie et ferait perdurer l'héritage destructeur des pratiques patrimoniales coloniales, tout comme les inégalités structurelles qui les sous-tendent depuis longtemps. Dans le contexte muséologique, donner la priorité au patrimoine culturel immatériel signifie exalter le patrimoine contemporain et vivant dans chaque mission et fonction des musées : développement des collections (y compris les archives), conservation et interprétation, ou encore programmes de sensibilisation à but éducatif ou visant à bâtir des relations voire à développer le public.

Autant d'occasions pour les gardiens du patrimoine culturel immatériel de prendre le contrôle des programmes des musées, à la fois en ce qui concerne les expositions que les événements et les présentations en personne ou les programmes hors site dans les contextes des communautés sources, par exemple. Finalement, se concentrer sur les gardiens du patrimoine culturel immatériel permet de décentraliser l'autorité dont étaient porteurs les musées depuis longtemps et qui empêchait les

communautés de s'impliquer dans les opérations et les programmes de ces institutions. Cela incite ensuite à procéder à un nivellement du secteur patrimonial et à partager entièrement le processus de prise de décision, afin de bâtir des collaborations éthiques et équitables, fondées sur le respect et la confiance. Les notions de « diversité » et d'« inclusion » se voient donc mises en avant, comme la « déontologie » et l'« équité », qui pourraient rester de nobles principes, si elles n'étaient pas appliquées dans le but de façonner des pratiques patrimoniales collaboratives.

En se concentrant sur le patrimoine culturel immatériel, les professionnels des musées peuvent bénéficier d'occasions cruciales de rencontrer les individus là où ils se trouvent, dans les lieux et les espaces qui sont importants pour eux et pour leur patrimoine. Ce sont autant de chances pour eux d'écouter et d'apprendre en quoi de possibles collaborations peuvent aider à atteindre les objectifs des communautés, à approfondir la compréhension de leur patrimoine et à discuter ensemble de la façon dont ses sens et ses messages peuvent affecter un public plus large, voire mener à l'avènement d'un changement souhaité. Décréter que l'on va suivre des principes déontologiques équivaut à reconnaître l'expertise des communautés et à respecter leurs intentions, en leur qualité de collaborateurs, en leur consacrant le temps et l'espace nécessaires pour qu'elles fassent preuve de leadership par la suite. En se battant pour l'équité, les professionnels des musées jouent un rôle de soutien, guidés par leurs partenaires communautaires, et apprennent à mieux faire usage de leur expertise et de leurs compétences, notamment des ressources institutionnelles dont ils avaient traditionnellement le privilège d'assurer la gestion. Bien évidemment, faciliter la participation des communautés n'est pas dénué de problèmes, notamment logistiques. Il arrive également que des erreurs se produisent, généralement avec les meilleures intentions. Malgré tout, une collaboration éthique et équitable implique de mener des conversations et des négociations transparentes, dans lesquelles les programmes et les contraintes des institutions sont exposées clairement et les attentes, précisées. Ces mesures permettent de traiter les dossiers avec une plus grande résilience et d'améliorer la durabilité des relations.

La définition du musée de l'ICOM présente au minimum des paramètres qui délimitent une catégorie d'institutions et d'organisations opérant dans divers contextes économiques, politiques, socioculturels et environnementaux, ainsi que les missions et les fonctions qu'elles partagent. Prise dans son plein potentiel, elle incite à passer à l'action et favorise une augmentation des activités muséales collaboratives qui traitent des injustices contemporaines croissantes, notamment les inégalités structurelles qui affectent les communautés muséales, et donc les musées du monde entier. Donner au patrimoine culturel immatériel une plus grande priorité en proposant de nouvelles visions de ce que les musées peuvent et devraient être, nécessite de mettre en place des pratiques collaboratives, dans lesquelles les gardiens de la culture se voient exaltés dans le partage de leur patrimoine et des messages vitaux qu'il détient pour aujourd'hui et pour demain, selon leurs propres conditions.